

Delémont, le 26 mars 2025

## **MESSAGE RELATIF AU PROJET DE REVISION PARTIELLE DU DECRET D'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT ET DE L'ADMINISTRATION CANTONALE**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Gouvernement vous soumet en annexe un projet de révision partielle du Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (RSJU 172.111, ci-après « DOGA ») qui vise à inscrire dans la législation les changements de siège de certaines unités administratives de l'Etat transférées à Moutier.

Il vous invite à l'accepter et le motive comme il suit.

### **I. Contexte**

Le présent projet de révision partielle s'inscrit dans le cadre du transfert de la commune municipale de Moutier (ci-après : « la commune de Moutier ») dans le canton du Jura au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Lors des campagnes de 2017 et de 2021 relatives au scrutin de la commune de Moutier, le Parlement et le Gouvernement se sont engagés à ce que le Service des contributions, le Service de l'informatique, le Contrôle des finances et l'Office des sports soient déplacés à Moutier.

Le Concordat du 14 et 15 novembre 2023 entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant le transfert de la commune municipale de Moutier dans le Canton du Jura (ci-après : « le Concordat sur le transfert de Moutier » ou « le Concordat ») ayant obtenu, le 22 septembre 2024, l'approbation des populations des deux cantons, il convient aujourd'hui de traduire ces engagements dans le DOGA.

Le Gouvernement transmet ainsi au Parlement le présent projet de révision partielle du DOGA afin de l'adapter à l'implantation géographique de certaines unités administratives de l'Etat.

### **II. Exposé du projet**

Le présent projet vise à inscrire ou à modifier, dans le DOGA, les dispositions qui fixent le siège du Service des contributions, du Service de l'informatique et de l'Office des sports. Il ne traite pas de la modification relative au Contrôle des finances, puisque celle-ci est intégrée dans le projet de loi sur le Contrôle des finances transmis au Parlement le 14 novembre 2024.

L'article 17 DOGA prévoit que, sous réserve de la législation spéciale et des dispositions particulières du présent décret, les unités administratives ont leur siège à Delémont. Ainsi, lorsqu'une unité administrative n'est pas sise dans la capitale jurassienne, une norme spécifique détermine son siège.

Le Service des contributions comprend plusieurs subdivisions, dont une sise aux Breuleux conformément à l'article 33 DOGA. A l'exception des Recettes et Administrations de district, il est envisagé de regrouper et de déplacer l'ensemble de ce service à Moutier, nécessitant ainsi l'élaboration d'une nouvelle disposition (cf. nouvel art. 27, al. 2 DOGA) et l'abrogation de l'article 33 DOGA. A noter également qu'il n'est pas prévu de dérogation à l'article 35 DOGA relatif à la présence d'une Recette et Administration de district dans le chef-lieu prévôtois. En effet, la modification de la LOGA du 11 décembre 2024, votée dans le cadre du projet de Guichet unique, permet déjà une telle dérogation.

Une nouvelle norme (cf. nouvel art. 68a DOGA) est rendue nécessaire par le déménagement à Moutier du Service de l'informatique, actuellement situé à Delémont.

Le déplacement de l'Office des sports entraîne, lui, la modification de l'article 99 DOGA dont la teneur actuelle fixe le siège de cette unité à Porrentruy.

Il est pour le surplus renvoyé au tableau comparatif commenté en annexe.

### **III. Effets du projet**

Les Gouvernements bernois et jurassien ont choisi de régler la question du partage des biens directement dans le Concordat afin de préciser immédiatement les droits et devoirs de chaque canton.

En effet, la présence sur le territoire de Moutier de nombreux immeubles appartenant au canton de Berne et desservant l'ensemble de la région administrative du Jura bernois nécessitait de définir en priorité la destinée de ces différents bâtiments et ainsi d'arrêter les principes applicables au partage des biens ceci avant même le changement d'appartenance cantonale de la cité prévôtoise.

Pour rappel, le Concordat prévoit que le canton du Jura a « droit » à une part proportionnelle de la fortune nette du canton de Berne. La fortune au bilan de l'État jurassien augmentera ainsi dans la même proportion. Cependant, le règlement de ce montant par le canton de Berne ne se fera pas directement en argent, mais notamment par le transfert de tous ses immeubles situés sur la commune Moutier (cf. liste à l'annexe 4, chiffre 2, du Concordat).

Afin de répondre aux engagements pris lors des campagnes de 2017 et 2021, il est proposé que les services concernés par des déménagements investissent les immeubles acquis dans le cadre du partage des biens.

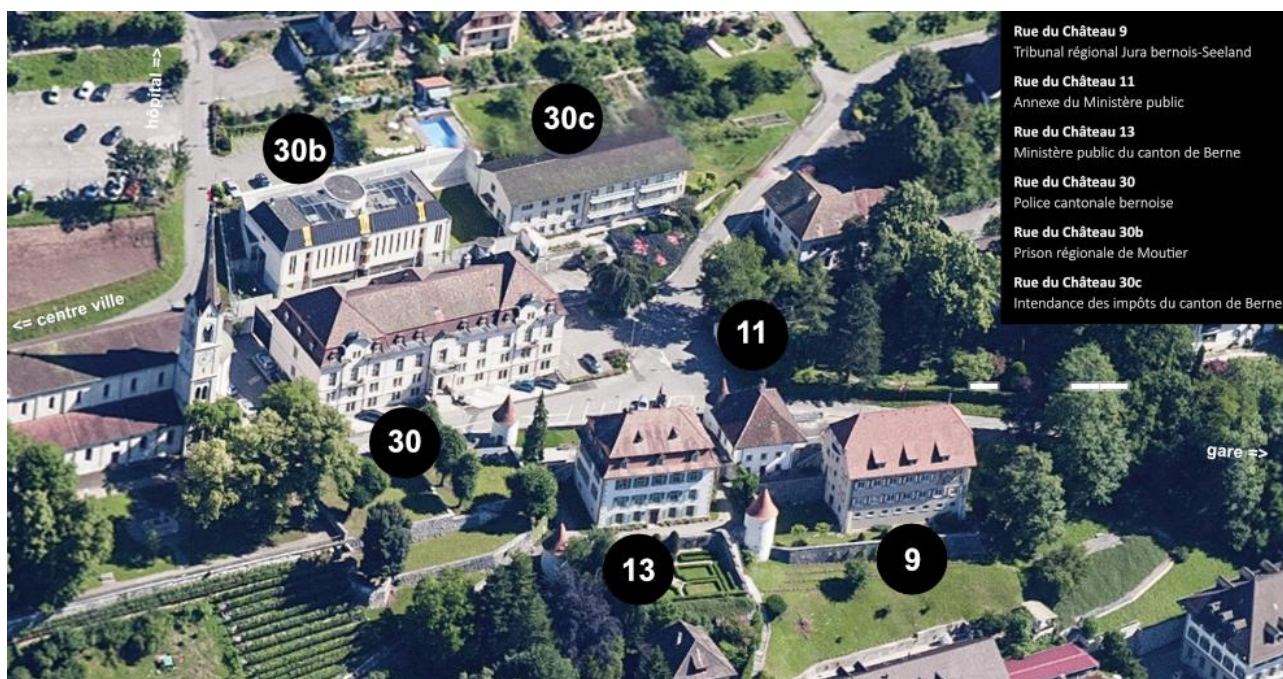


Fig. I – Bâtiments de l'administration cantonale bernoise transférés à État jurassien



Fig. II – Bâtiment du CEFF, rue Pré Jean-Meunier 1, transféré à l'État jurassien

La reprise des immeubles du canton de Berne situés à Moutier entraînera des coûts d'investissement afin d'adapter les bâtiments aux besoins des services qui s'installeront dans la cité prévôtoise. Il en découlera également des dépenses périodiques pour l'entretien courant de ces immeubles (frais de conciergerie, énergies, entretien, assurances, etc.).

Ces nouvelles dépenses seront compensées en partie par la libération de certains locaux actuellement loués par le canton du Jura. Tel sera le cas par exemple des baux à loyer des locaux du Service des contributions aux Breuleux et de ceux du Service de l'informatique à Delémont. Concernant les services hébergés dans des bâtiments propriété de l'État, la libération de certaines surfaces ouvrira la porte à d'éventuelles relocalisations d'unités administratives.

## Localisation des unités administratives à Moutier

Une étude a été réalisée par le Service des infrastructures. Elle visait à définir l'organisation et l'aménagement des futurs locaux qui seront occupés par les unités administratives jurassiennes déplacées à Moutier ainsi que l'adéquation avec les standards cantonaux et les besoins de ces unités. L'implantation des services jurassiens a été menée en étroite collaboration avec les directions des unités concernées ainsi qu'en coordination avec le canton de Berne, ceci afin de permettre la poursuite de l'activité des deux administrations cantonales sans heurts.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la nécessité d'échelonner les transferts des unités administratives en fonction de la disponibilité des locaux, l'entrée en vigueur de la modification présentée est laissée à l'appréciation du Gouvernement.

Afin de permettre au Parlement de se faire une idée complète de l'implémentation des services de l'Etat dans la cité prévôtoise, le périmètre de la description ci-dessous est volontairement plus étendu que les modifications du DOGA souhaitées.

Le **Service des contributions** se compose d'une administration centrale, de la section de gestion et de coordination, des sections des personnes physiques, des personnes morales et des autres impôts ainsi que de trois Recettes et Administrations de district (RAD) réparties entre Delémont, Saignelégier et Porrentruy. A l'exception des RAD, la réunion des différentes sections du Service des contributions à Moutier dans les bâtiments de la rue du Château n<sup>os</sup> 30 et 30c permettra d'améliorer les synergies de cette importante unité administrative. Dans le nouveau district de Moutier, certaines prestations attribuées aux Recettes et Administrations de district seront délivrées dès janvier 2026 par le Guichet unique conformément à l'art. 38d LOGA. Parallèlement, la RAD de Delémont sera renforcée pour la gestion de certaines tâches administratives et fiscales.

Le bâtiment n° 30c accueillera également le **Contrôle des finances** ainsi que l'**Office des sports**.

L'exploitation de la **Prison régionale de Moutier** (bâtiment n° 30b) sera également poursuivie par l'Etat jurassien. Elle sera en revanche réaffectée à la détention pénale, conformément au Message du Gouvernement du 5 novembre 2024 relatif au projet de révision partielle de la loi sur les établissements de détention.

Il est également prévu que la **Police cantonale** ouvre un poste de police à la rue du Château n° 30, dans les actuels locaux de la Police cantonale bernoise. Une réception, en particulier pour déposer les plaintes pénales, sera ouverte selon des horaires prédéfinis durant les jours ouvrables. Les interventions de la police-secours sur le territoire de la commune de Moutier seront garanties 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à l'instar de ce qui se pratique aujourd'hui sur l'entier du territoire jurassien.

Pour sa part, le **Service de l'informatique** s'installera dans le bâtiment actuellement occupé par le ceff (rue Pré Jean-Meunier n° 1) et qui abritera également un **pôle de formation du CEJEF**. La présence de filières professionnelles liées au numérique permettra également de renforcer les synergies avec le Service de l'informatique.

L'ouverture du **Guichet unique**, porte d'entrée de l'Administration jurassienne, viendra compléter la présence de l'État jurassien sur le territoire du nouveau district de Moutier. En plus de délivrer les prestations étatiques (certaines prestations des RAD, antenne de l'Office des poursuites et faillites, etc.), le Guichet unique comprendra également la présence de certaines institutions paraétatiques (Office régional de placement, bureau d'accueil de la Caisse de chômage ou de l'Office de l'assurance-invalidité). Afin que la desserte des prestations ne souffre d'aucun retard, le Guichet unique sera provisoirement localisé dans des locaux disponibles du secteur du Château. Il emménagera par la suite de manière définitive et une fois les travaux réalisés, dans l'actuel bâtiment du Ministère public bernois (rue du Château n° 13).

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2026, le Service social de la Prévôté (entité communale) disparaîtra et son personnel sera repris par les **Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura (SSRJU)**. L'actuel bureau de Moutier, situé dans le bâtiment communal de l'Hôtel-de-Ville 2, restera ouvert et deviendra un site des SSRJU au même titre que ceux de Delémont, Porrentruy et du Noirmont. La localisation des SSRJU à Moutier est d'ores et déjà fixée par l'article 24 du Décret concernant les institutions sociales (RSJU 850.11) qui prévoit l'ouverture d'une antenne dans chaque district.

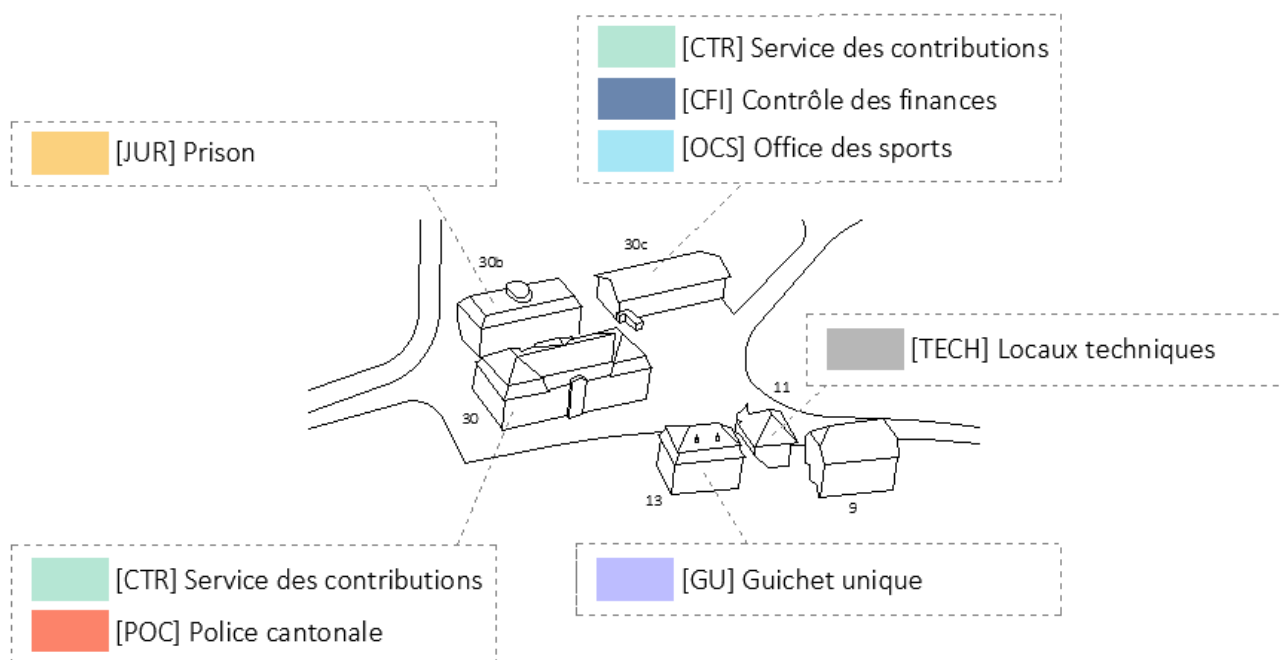


Fig. III – Localisation des unités administratives jurassiennes dans le secteur du Château à Moutier

#### Bâtiments cantonaux inoccupés ou partiellement occupés

Le bâtiment n° 11 est peu propice à une affectation administrative et ne présente pas un confort de travail suffisant pour des postes de travail permanents. Il offrira toutefois la possibilité de centraliser l'outillage, la réserve de matériel de conciergerie et les engins dédiés à l'entretien des propriétés cantonales de la rue du Château, sans qu'il soit nécessaire de prévoir des travaux particuliers.

En ce qui concerne les bâtiments n° 9 (Tribunal régional) et n° 13 (Ministère public), ceux-ci ne seront pas ou que partiellement sollicités pour les besoins propres de l'Administration cantonale jurassienne. Comme déjà mentionné, il est cependant envisagé de localiser le Guichet unique dans le bâtiment n° 13, ceci afin de s'inscrire dans la ligne de la future stratégie immobilière cantonale qui prévoit une utilisation prioritaire des immeubles appartenant à l'État. Cette localisation permettra de regrouper l'ensemble des services dans un même secteur et évitera un coût supplémentaire dû à une location externe.

Ces bâtiments constituent un capital intéressant pour le patrimoine de l'Etat mais reflètent également la valeur architecturale, historique et urbanistique du site du Château. Le cas échéant, ils sauront répondre prioritairement aux éventuels besoins complémentaires d'autres services de l'État ou, dans le cas contraire, seront disponibles à la location. Il n'est pour l'heure pas question pour le Gouvernement d'envisager une vente de ces biens.

#### Emplois de l'administration jurassienne et des institutions paraétatiques localisés à Moutier

Unité administratives	Localisation	Date de déménagement envisagée	Estimation du nombre d'emplois (EPT)
Guichet unique	Rue du Château 13	Janvier 2026	1.40
Prison régionale de Moutier	Rue du Château 30b	Progressivement dès janvier 2026	29.30
Poste de police cantonale (POC)	Rue du Château 30	Progressivement dès janvier 2026	18.00
Entretien des bâtiments (SIN/SBD)	Ensemble des bâtiments cantonaux	Progressivement dès janvier 2026	4.55
Contrôle des finances (CFI)	Rue du Château 30c	1 <sup>er</sup> semestre 2027	6.70
Office des sports (OCS)	Rue du Château 30c	1 <sup>er</sup> semestre 2027	4.20
Pôle de formation du CEJEF	Rue Pré Jean-Meunier 1	1 <sup>er</sup> août 2027	1.90*
Service des contributions (CTR)	Rue du Château 30 et 30c	2 <sup>e</sup> semestre 2027	92.70
Service de l'informatique (SDI)	Rue Pré Jean-Meunier 1	2 <sup>e</sup> semestre 2027	38.80
<b>Total administration RCJU</b>			<b>197.55</b>

<b>Institutions paraétatiques</b>			
Service sociaux régionaux de la République et Canton du Jura	Hôtel-de-Ville 2 (bâtiment propriété de la commune de Moutier)	1 <sup>er</sup> janvier 2026	18.50
Guichet unique (ECAS et autres partenaires)	Rue du Château 13	Janvier 2026	1.00
<b>Total institutions paraétatiques</b>			<b>19.50</b>
<b>Total des EPT localisés à Moutier</b>			<b>217.05</b>

*\*hors enseignants du secondaire II*



La planification des déménagements a été établie par le Service des infrastructures selon les connaissances actuelles des bâtiments, tout en intégrant les travaux à réaliser à la suite du départ de l'administration cantonale bernoise. Plusieurs bâtiments (rue du Château 13, 30, 30c) devront notamment être équipés d'un ascenseur afin de répondre à la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand). En outre, il est prévu plusieurs interventions à l'intérieur des bâtiments afin de répondre aux contraintes de fonctionnement des unités administratives concernées ou en raison de mise aux normes nécessaires (démolition de plusieurs murs et cloisons de séparation, consolidation des structures, construction de nouvelles parois, rénovation des blocs sanitaires, travaux de second œuvre, etc.). Ces travaux bruyants et générateurs de poussières occasionneront également d'incessants va-et-vient d'artisans. Les déménagements ont ainsi été planifiés à l'échéance des travaux afin de limiter les nuisances pour les services. En ce qui concerne le bâtiment qui accueille actuellement le ceff-Artisanat (rue Pré Jean-Meunier 1), celui-ci sera encore occupé par le canton de Berne jusqu'à fin juillet 2026. Les travaux d'assainissement et de transformation pourront ainsi débuter au plus tôt dans la seconde partie de l'année 2026.

Les EPT ci-dessus représentent pour une partie des postes déjà existants au sein de l'administration cantonale alors que d'autres seront créés en prévision de l'augmentation de la population cantonale. Il s'agira ainsi d'un changement du lieu de travail pour les employés déjà sous contrat. Le personnel concerné par un changement de lieu de service bénéficiera d'une indemnité de déplacement durant une période de trois mois, conformément à l'ordonnance relative aux indemnités versées aux employés de l'État pour inconvénients particuliers (RSJU 173.462).

#### Optimisation des surfaces de travail des unités administratives transférées à Moutier

Grâce à une collaboration avec les directions des unités concernées, les nouvelles surfaces de bureaux destinées à ces dernières seront réduites afin de correspondre aux critères prévus dans la future stratégie immobilière cantonale jurassienne.

<b>Unités administratives</b>	<b>Surfaces actuelles bureaux (m²)</b>	<b>Surfaces bureaux Moutier (m²)</b>
Service des contributions (CTR)	1'520	1'080
Service de l'informatique (SDI)	580	490
Contrôle des finances (CFI)	125	120
Office des sports (OCS)	155	78
<b>Total</b>	<b>2'380</b>	<b>1'768</b>

Les salles de séances, la cafétéria, les surfaces d'archivage seront mutualisées lorsque cela est possible. Chaque bâtiment disposera d'une ou plusieurs salles de réunions de petite taille ou de taille moyenne, d'espaces d'archivage, d'une salle de pause. Ces locaux seront à disposition et à l'usage de tous les employés cantonaux. Ce faisant, la surface totale des futurs bureaux des unités administratives concernées à Moutier sera réduite de **25%** par rapport à celle que ces dernières occupent actuellement.

Les locaux dédiés à la Police cantonale ne sont pas pris en compte dans le calcul car il s'agit de la création d'une nouvelle antenne de police et non d'un transfert.

### Estimation des coûts d'investissements

L'estimation des coûts réalisée par le Service des infrastructures, TVA incluse, porte sur l'adaptation des locaux de l'ensemble des bâtiments retenus à ce jour pour y installer les services de l'administration et le guichet unique. Elle prend également en compte l'assainissement et la réhabilitation des ateliers du ceff-Artisanat qui seront dévolus au Service de l'informatique.

Une première estimation a été réalisée; les investissements concernés avoisineront le montant de 10 millions de francs et se répercuteront principalement sur les exercices 2026 et 2027, avec un possible report de certaines dépenses sur 2028. Les investissements feront l'objet d'un crédit-cadre qui sera soumis au Parlement une fois les différents avant-projets validés.

La présente estimation des coûts présente à ce stade un degré de précision de **+/- 25%**. Elle est basée sur l'indice suisse des prix de la construction pour la rénovation de bâtiments administratifs qui est de 113.2 points (octobre 2020 IPC = 100). Elle n'intègre toutefois pas les travaux d'adaptation du bâtiment n° 30b (prison régionale) qui seront précisés conjointement avec le Service juridique ainsi que les éventuels coûts de travaux à réaliser dans des bâtiments non affectés à l'activité étatique.

Ainsi, le coût total estimé des travaux à réaliser pour le transfert des unités administratives, la création du pôle de formation du CEJEF ainsi que l'aménagement du Guichet unique s'élève à 9'870'000 francs TTC. Il se répartit comme il suit :

<b>Bâtiments</b>	<b>Coût</b>
Rue du Château n° 13	140'000 CHF
Rue du Château n° 30	4'050'000 CHF
Rue du Château n° 30c	920'000 CHF
Rue Pré Jean-Meunier n° 1 (CEJEF)	2'920'000 CHF
Rue Pré Jean-Meunier n° 1 (SDI)	1'840'000 CHF
<b>Coût total</b>	<b>9'870'000 CHF</b>

Les bâtiments repris par le Canton dans le cadre de l'accueil de Moutier seront connectés au réseau informatique cantonal par fibre optique. A l'instar des autres districts, une infrastructure redondante sera mise en place pour garantir la continuité du service en cas d'incident. Le coût estimé pour le tirage de la fibre optique, l'acquisition du matériel réseau et les travaux de configuration s'élève à environ 180'000 francs.

L'équipement en mobilier des sites de l'administration jurassienne à Moutier est en cours d'évaluation. L'Economat cantonal ainsi que la Section des bâtiments et des domaines travaillent conjointement à l'identification de solutions, en prévision des déménagements échelonnés entre 2026 et 2027. Les options retenues feront l'objet de demandes de crédits auprès de l'autorité compétente.



#### IV. Conclusion


Au vu de ce qui précède, le Gouvernement vous invite à accepter le projet de révision partielle du Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (DOGA) portant modification des articles 27, 68 et 99 ainsi que l'abrogation de l'article 33.

Veuillez croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, à l'assurance de notre parfaite considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

  
Martial Courtet  
Président



  
Jean-Baptiste Maître  
Chancelier d'État

#### Annexes :

- projet de modification du Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (DOGA) ;
- tableau comparatif avec commentaires.

**Décret  
d'organisation du Gouvernement et de l'administration  
cantonale (DOGA)**

Projet de modification du

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

**I.**

Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016 (DOGA)[1](#) est modifié comme il suit :

**Article 27, titre marginal** (nouvelle teneur), **et alinéa 2** (nouveau)

Subdivisions et  
siège

**Art. 27** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Il a son siège à Moutier.

**Article 33**

Abrogé

**Article 68a** (nouveau)

Siège

**Art. 68a** Le Service de l'informatique a son siège à Moutier.

**Article 99** (nouvelle teneur)

**Art. 99** L'Office des sports a son siège à Moutier.

**II.**

Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Delémont, le

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président :

Le secrétaire :

Yann Rufer

Fabien Kohler

<sup>1)</sup> RSJU 172.111

## Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (RSJU 172.111, DOGA)

Texte actuel	Projet de modification	Commentaire
<p><i>Subdivisions</i></p> <p><b>Article 27</b></p> <p>Le Service des contributions comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la Direction;</li> <li>b) la Section des personnes physiques;</li> <li>c) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;</li> <li>d) la Section de gestion et de coordination;</li> <li>e) les Recettes et Administrations de district.</li> </ul>	<p><i>Subdivisions et siège</i></p> <p><b>Article 27</b></p> <p><sup>1</sup> Le Service des contributions comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la Direction;</li> <li>b) la Section des personnes physiques;</li> <li>c) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;</li> <li>d) la Section de gestion et de coordination;</li> <li>e) les Recettes et Administrations de district.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Il a son siège à Moutier.</p>	<p>Les articles 27 à 35 font partie de la section 6 dédiée au Service des contributions (ci-après : « CTR »). Jusqu'à présent, certaines subdivisions de ce service n'étaient pas sises à Delémont, mais aux Breuleux (cf. art. 33 DOGA). Le déplacement du Service des contributions nécessite la modification de la note marginale de l'article 27, la création d'un alinéa 2 à l'article 27 ainsi que l'abrogation de l'article 33.</p>
<p><b>Article 33</b></p> <p>Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a son siège aux Breuleux.</p>	<p><b>Article 33</b></p> <p><i>Abrogé</i></p>	<p>Cf. commentaire de l'article 27 ci-dessus.</p>
	<p><b>Siège</b></p> <p><b>Article 68a</b></p> <p><b>Le Service de l'informatique a son siège à Moutier.</b></p>	<p>Actuellement, seul l'article 68 DOGA est spécifiquement consacré au Service de l'informatique. Le déménagement de ce service dans la commune de Moutier implique la création d'un article supplémentaire précisant le nouveau siège.</p>
<p><i>Siège</i></p> <p><b>Article 99</b></p> <p>L'Office des sports a son siège à Porrentruy.</p>	<p><i>Siège</i></p> <p><b>Article 99</b></p> <p>L'Office des sports a son siège à <b>Moutier</b>.</p>	<p>La section 30 traite de l'Office des sports. Ses attributions, son siège et ses commissions sont réglés par les articles 98 à 100 DOGA. L'Office des sports changeant de siège, il convient donc d'adapter l'article 99.</p>